

Un Bac sous haute surveillance

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4508 - Jeudi 21 juin 2018 - Prix : 10 DA

Assassinat du rebelle / Suite à un témoignage du chanteur Zedek Mouloud
La fondation Matoub Lounès demande la réouverture du dossier

Page 24

Banque d'Algérie

De nouvelles mesures pour promouvoir l'épargne en devises

Page 24

Affaire cocaïne/D'influentes personnalités sous mandat de dépôt

Gendarmerie et Justice démontrent leur efficacité

- Tayeb Louh se montre intransigent quant aux orientations de Bouteflika sur la justice
- Menad Nouba a fait une œuvre remarquable en présentant un travail bien ficelé à la justice.



Un trafic d'une telle envergure sur une drogue dure, ne pouvait se dérouler sans la complicité, active ou passive selon ce que révélera l'enquête, d'importantes personnalités, par leurs proches ou en étant directement impliquées.

Lire page 2

En «maître du monde»

Trump claque la porte des droits de l'homme de l'ONU

Page 3



Colloque international autour de Matoub Lounès L'œuvre et le parcours de l'artiste revisités

Page 13

Affaire cocaïne/D'influentes personnalités sous mandat de dépôt

Gendarmerie et Justice démontrent leur efficacité

■ Un trafic d'une telle envergure sur une drogue dure, ne pouvait se dérouler sans la complicité, active ou passive selon ce que révélera l'enquête, d'importantes personnalités, par leurs proches ou en étant directement impliqués.

Par N. Stambouli

Comme prévu et attendu par les nombreux observateurs attentifs aux suites de l'affaire des sept quintaux de cocaïne, l'enquête était appelée à s'étendre au-delà des seules arrestations du premier concerné, Kamel Chikhi, ses deux frères et un de ses associés. Un trafic d'une telle envergure sur une drogue dure, ne pouvait se dérouler sans la complicité, active ou passive selon ce que révélera l'enquête, d'importantes personnalités, par leurs proches ou en étant directement impliqués. Ainsi, on apprend que la section de recherche de la Gendarmerie nationale a présenté au tribunal de Sidi M'hamed d'autres personnes suspectées d'avoir participé à cette opération de trafic, qui ont été placées en garde à vue, puis présentées devant le juge instructeur et enfin, depuis hier en fin de matinée, placées sous mandat de dépôt. Parmi elles, figure le fils de l'ancien Premier ministre Abdelmadjid Tebboune ainsi qu'un adjudant-chef, chauffeur du DGSN à l'époque où Hamel était au Harass el djoumhour, qui se chargeait notamment de la sortie de devises en liquide pour effectuer les «transactions». Un ancien wali a également été placé sous mandat de dépôt au sein de la même instance judiciaire, le dénommé Lemhal qui officiait à ce poste de commis de l'Etat à Relizane. Venant compléter ce conglomérat de complices en col blanc, ont été également placés

en garde à vue puis sous mandat de dépôt par le juge instructeur, deux magistrats, en l'occurrence les procureurs de Boudouaou et de Boumerdès. Au sujet de ces magistrats, dont l'implication est aggravée par leur statut au sein du secteur judiciaire, et concernant le caractère intraitable de Tayeb Louh quand il s'agit de principes, il va sans dire que ces deux procureurs ne bénéficieront d'aucun passe-droit et qu'ils seront traités au même titre que n'importe quel citoyen justiciable.

Il est à rappeler que l'affaire dite de «la cocaïne du boucher de Kouba» a commencé en début de ce mois, lorsqu'un navire venant du Brésil et chargé de viande, après avoir transité par l'Espagne, a été inspecté à Oran et une quantité de 701 kg de cocaïne y a été saisie, dans un conteneur «réservé» à ce narcotrafic. Suite à cette opération, de loin la plus importante saisie dans notre pays pour ce qui est de cette drogue dure, l'importateur de viande, également entrepreneur et certains de ses proches ont été arrêtés, les ramifications laissant entrevoir d'autres arrestations et mises sous contrôle judiciaire. Et c'est ce qui commence à se constater. Mais c'est au procès de confirmer ou d'infirmer les accusations et le degré de culpabilité de chaque inculpé dans cette sordide affaire.

Il subsiste de nombreuses zones d'ombre que l'enquête en cours, qui s'annonce longue et ardue de par sa dimension tentaculaire, s'attèlera à éclaircir, du fait notamment de la présence plus que probable de narcotrafiquants étrangers, à commencer



par les «expéditeurs» brésiliens (ou autres), ainsi que l'intrigant retard mis par les autorités espagnoles à informer l'Algérie, alors que ledit conteneur avait été ouvert dans un de leurs ports, en escale à Valence. Dès le départ de l'affaire, par-delà les spéculations qui ont fait florès, les uns fantaisistes, les autres en partie fondées, l'opinion publique a «deviné» qu'un trafic d'une si grande ampleur, d'une si grande gravité, ne pouvait être le fait d'un seul homme, le dénommé

Chikhi, aussi riche et bien introduit soit-il et de son proche entourage. A l'évidence, il ne pouvait, pour s'aventurer dans une telle entreprise de grand banditisme d'ampleur internationale, que s'appuyer sur de solides complicités émanant de personnalités «bien placées». Encore une fois, la Gendarmerie nationale et le secteur de la Justice déclinent, en agissant avec célérité, non seulement leur efficacité sur le terrain, mais aussi leur volonté

de «faire vite» pour couper court à toutes les velléités d'interventions «protectrices», dans un dossier où la tentation d'enlèvement au bon déroulement de l'enquête est immense. A voir la rapidité du cours des événements, le désir de contrer ce genre d'entraves n'est pas moins immense. En somme, de fil en aiguille, les enquêteurs continuent à démêler l'écheveau des complicités, et comme il fallait s'y attendre, c'est loin d'être du menu fretin... **N. S.**

Mesures antifraudes

Un Bac sous haute surveillance

Plus question pour la ministre de l'Education nationale de laisser se reproduire le même scénario que celui de l'année précédente. L'actuelle session du Bac, qui a débuté hier, est placée sous haute surveillance.

Les épreuves du baccalauréat cette année sont placées sous haute surveillance pour éviter la fraude à grande échelle qui a marqué les éditions précédentes. Tous les centres d'examen sont équipés de caméras de surveillance et de brouilleurs. Les coupures de l'Internet pendant la première heure de chaque épreuve et l'interdiction au niveau des centres d'examen des téléphones portables et autres tablettes sont également au rendez-vous. La mesure de la coupure de l'Internet est «un élément qui nous est imposé, c'est un cas de force majeure, on n'est pas à l'aise pour le recours à la coupure, mais on ne doit pas baisser les bras devant de tels phénomènes», a indiqué la ministre de l'Éducation.

Ce dispositif fait partie des mesures préventives pour éviter toute tentative de

fraude. Ces mesures concerneront aussi bien les candidats au baccalauréat que les enseignants, les surveillants et le personnel administratif. Ils étaient 709 448 candidats à passer le baccalauréat hier, soit 7,31% de moins qu'en 2017. Ces candidats inscrits à cet examen décisif vont tenter de décrocher le précieux sésame pour accéder aux études supérieures. Pendant cinq jours, les lycéens en classe de terminale vont passer deux matières par jour en fonction de leur spécialité. Comme chaque année, cet examen mobilise administration, enseignants, inspecteurs et forces de sécurité.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a ainsi mis en place un plan portant mobilisation de plus de 18 000 policiers de différents grades. Ce plan prévoit la sécurisation de 2 108 centres d'examen à travers le territoire national, de 14 centres de collecte, 70 centres de correction, deux centres d'impression et 66 centres de conservation des copies.

L'autre nouveauté décidée par le ministè

re de l'Éducation nationale pour le baccalauréat 2018, c'est cette possibilité accordée aux candidats arrivant une demi-heure en retard d'accéder aux salles d'examen. Cette dérogation indique que «les retardataires auront une demi-heure pour accéder aux salles d'examen, à condition que le président du Centre note les données personnelles du candidat dans un registre spécial et qu'en cas de récidive, le candidat sera systématiquement exclu».

Il faut dire que les efforts consentis par le ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la lutte contre la fraude n'arrivent toujours pas à éradiquer ce phénomène, une réalité du terrain amère à laquelle fait face le département de Bénéghabrit. Depuis l'avènement d'internet et des réseaux sociaux ainsi que la généralisation des smartphones, la triche au Bac est devenue une chose basique, ce qui a poussé les pouvoirs publics cette année à mobiliser de grands moyens. Face à l'ampleur de la situation, la ministre a été jusqu'à verrouiller, durant des

horaires indiqués, les accès aux réseaux sociaux, notamment Facebook, avec la contribution du ministère de la Poste et des TIC. Aussi, les services de sécurité ont entamé un travail de coordination avec les autorités compétentes pour assurer le bon déroulement des épreuves du baccalauréat.

Selon la première responsable du secteur, la dimension sécuritaire semble cette fois avoir pris le dessus c'est «parce que nous avons vécu un traumatisme en 2016», année durant laquelle avaient été constatées des «fuites» de sujets d'examen. Quand on décide de crédibiliser cet examen, c'est pour assurer une égalité «des chances et de justice» entre tous les candidats, a expliqué la ministre. Elle a estimé, à ce propos, que c'est l'apparition des réseaux sociaux et des téléphones mobiles qui a amené à des mesures extrêmes contre la triche, notamment en décidant de suspendre l'internet, dès le démarrage des épreuves.

Louiza Ait Ramdane

En «maître du monde»

Trump claque la porte des droits de l'homme de l'ONU

■ Donald Trump semble bien décidé à tracer son chemin en cassant les codes et en défrayant la chronique. Mardi soir, l'ambassadrice américaine aux Nations unies a annoncé que le pays se retirait du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

Par Meriem Benchaouia

Depuis son élection il y a maintenant un an et demi, le Président des Etats-Unis est sorti de plusieurs accords très symboliques : Après s'être écarté de l'accord sur le climat de Paris, son pays quitte désormais une institution regroupant 47 membres, basée à Genève... Ce départ annoncé mardi soir intervient au lendemain de vives critiques du plus haut responsable de l'Institution contre la politique migratoire de «tolérance zéro» de Donald Trump. L'annonce de ce départ, longtemps brandi comme menace, est intervenue vers 21 heures temps universel à Washington, lors d'une allocution de l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, qui n'a pas hésité à qualifier l'Institution de «cloaque de partis pris politiques». «Nous prenons cette mesure parce que notre engagement ne nous permet pas de continuer à faire partie d'une organisation hypocrite et servant ses propres intérêts, qui fait des droits de l'homme un sujet de moquerie», a-t-elle déclaré. «Ce faisant, je tiens à préciser très clairement que cette décision n'est pas un retrait de nos engagements pour les droits de l'Homme», a-t-elle dit aux côtés du secrétaire d'Etat, Mike Pompeo. Haley a au passage accusé la Russie, la Chine, Cuba et l'Egypte d'avoir entravé les efforts américains pour réformer le Conseil des droits de l'Homme. Elle a également critiqué les pays partageant les mêmes valeurs que les Etats-Unis mais qui «n'ont pas voulu remettre sérieusement en cause le statu quo». «Regardez les membres du Conseil et vous voyez un effroyable manque de

respect pour les droits les plus fondamentaux», a dit Haley citant le Venezuela, la Chine, Cuba et la République démocratique du Congo. Cette arène «se focalise de manière excessive et entretient une hostilité sans fin à l'égard d'Israël» ce qui est, selon elle, «la preuve évidente que le Conseil est animé par des intentions politiques et non par les droits de l'Homme».

Appels américains à une profonde réforme

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, «aurait préféré que les Etats-Unis restent au Conseil des droits de l'Homme», a déclaré son porte-parole. Le CDH «joue un rôle très important dans la promotion et la protection des droits de l'Homme dans le monde», a ajouté Stéphane Dujarric dans un communiqué. Cette décision «va mettre le pays en marge des initiatives mondiales cruciales pour défendre les droits de l'Homme», a déploré l'organisation de défense des droits de l'Homme, Human Rights Watch, jugeant dans un communiqué que le CDH avait «joué un rôle important dans des pays comme la Corée du Nord, la Syrie, la Birmanie et le Soudan du Sud». «Mais Donald Trump n'est intéressé que par la défense d'Israël», a déploré l'ONG. «Étant donné l'état des droits de l'Homme dans le monde d'aujourd'hui, les Etats-unis devraient s'engager, pas se retirer», a déploré le patron de l'instance, Zeid Ra'ad Al Hussein. La veille, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme avait vivement critiqué la politique américaine de séparation systématique des enfants de migrants de leurs parents à la frontière avec



le Mexique. Une politique qualifiée d'«inadmissible» et «cruelle». «Penser qu'un État puisse chercher à dissuader des parents en infligeant de tels abus sur des enfants est inadmissible», avait affirmé Zeid Ra'ad Al Hussein, en ouvrant une session du Conseil des droits de l'homme à Genève. «J'appelle les États-Unis à stopper immédiatement la séparation forcée de ces enfants, et j'encourage le gouvernement à ratifier enfin la Convention sur les droits des enfants», avait-il ajouté. Les États-Unis sont le seul pays à ne pas avoir ratifié ce texte qui protège les droits fondamentaux des enfants.

L'analyse de trop pour Washington ?

Voilà plus d'un an que les États-Unis menacent de quitter le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. À la mi-2017, la représentante des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley, avait appelé à une profonde réforme de l'organe principal du système onusien en matière de droits de l'homme, créé en 2006 pour remplacer la

Commission du même nom. Depuis, une réforme est certes en cours mais davantage pour rationaliser le travail du Conseil que pour aborder des questions politiques.

Critiques sur la sélection des États membres

Les États-Unis, dont le mandat au Conseil s'achevait en principe en 2019, avaient notamment réclamé que l'exclusion des États membres qui commettent de graves violations des droits de l'homme soit votée à la majorité simple et non aux deux tiers. Ils avaient aussi demandé un renforcement du processus de sélection des États membres. Washington voulait aussi que la question des «droits de l'homme en Palestine» ne soit plus systématiquement mise à l'ordre du jour du CDH. Washington dénonce depuis toujours le fait qu'Israël est le seul pays au monde ayant un point fixe (appelé point 7) à l'ordre du jour de chaque session, soit trois fois par an. Ce n'est pas la première fois que les États-Unis vont être absents de ce Conseil. Sous le républicain George W. Bush, ils

avaient boycotté le CDH dès sa création, avant de le rejoindre sous l'administration du démocrate Barack Obama. Depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche début 2017, les États-Unis se sont retirés de l'Unesco, ont coupé plusieurs financements à des organes de l'ONU et annoncé leur retrait, entre autres, de l'Accord de Paris sur le climat et de l'accord nucléaire avec l'Iran endossé par les Nations unies.

La Chine «déçue»

La Chine est «déçue» par la décision des Etats-Unis de se retirer du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, a annoncé hier Geng Shuang, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. «Mandaté et créé par l'Assemblée générale de l'ONU, le Conseil des droits de l'homme est une plate-forme importante pour différentes parties afin de renforcer le dialogue, la coopération, l'apprentissage mutuel ainsi que la promotion conjointe des droits de l'homme. Toutes les parties accordent une grande importance à ce Conseil», a déclaré M. Geng. La Chine «défend et s'engage à sauvegarder le multilatéralisme, et soutient le Conseil des droits de l'homme et d'autres mécanismes afin qu'ils travaillent ensemble pour promouvoir et protéger les droits de l'homme à travers le monde», a-t-il indiqué. «La Chine continuera de travailler avec les autres parties et de réaliser des contributions au développement sain des droits de l'homme internationaux à travers un dialogue et une collaboration constructifs», a conclu le porte-parole.

M. B./agences

Présentation de la stratégie de Sonatrach 2020/2030 à l'APN

Ould Kaddour sollicite «une conjugaison des efforts»

Afin d'atteindre les objectifs fixés dans la nouvelle stratégie du groupe pour la période 2020/2030, le P-dg de Sonatrach a appelé à une conjugaison des efforts, lors d'une rencontre consacrée à la présentation du bilan de Sonatrach pour l'année 2017 et sa stratégie SH 2030, aux membres de la Commission des affaires économiques de l'APN.

S'exprimant à l'Assemblée populaire nationale, Ould Kaddour a mis en exergue la nécessaire contribution à la fois des pouvoirs publics, des élus du peuple et des personnels du groupe pour réussir une mise en œuvre de la nouvelle stratégie et une concrétisation de ses objectifs. Il a par ailleurs réitéré sa recommandation portant sur la tenue d'une présentation annuelle du bilan de la compagnie nationale des hydrocarbures devant les deux chambres du Parlement. Ould Kaddour a

de nouveau sollicité les parlementaires et les institutions de l'Etat de contribuer à transformer Sonatrach d'une entreprise bureaucratique à une entreprise commerciale au service du peuple et de l'Etat. De son côté, le président de la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'APN, Fouad Benmerabet, a salué l'ouverture désormais de Sonatrach sur son environnement, ainsi que les efforts consentis pour parvenir à une gestion transparente du groupe. Pour lui, Sonatrach doit assumer sa vocation de locomotive de l'économie nationale et participer pleinement au développement des autres secteurs y compris le secteur privé. Pour leur part, des membres de la Commission ont souligné la nécessité d'élaborer une nouvelle loi sur les hydrocarbures à même de préserver et renforcer les intérêts de l'Algérie, tout en aug-

mentant son attractivité en matière d'investissement. A noter que l'organisation d'une rencontre au siège de Sonatrach pour présenter son bilan et sa stratégie à des parlementaires, constitue une première dans l'histoire de la compagnie nationale des hydrocarbures.

Augmentation de 14% du chiffre d'affaires à l'exportation de Sonatrach au cours des cinq premiers mois de 2018

Le directeur exécutif finances, M'hamed Kheroubi, a indiqué qu'au cours des cinq premiers mois de l'année 2018, la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a réalisé un chiffre d'affaires à l'exportation de 15,97 milliards de dollars contre 14 milliards de dollars

durant la même période en 2017, soit une augmentation de 14%. Kheroubi a relevé que Sonatrach a également réalisé de janvier à fin mai 2018, un chiffre d'affaires sur le marché national de 129,2 milliards de dinars, contre 124,2 milliards de dinars durant les cinq premiers mois de 2017, soit une hausse de 4%.

S'agissant des recettes à l'exportation, Sonatrach a réalisé 14,8 milliards de dollars jusqu'à fin mai dernier, contre 12,7 milliards de dollars au cours de la même période en 2017, soit une augmentation de 17%, a-t-il précisé.

Kheroubi a par ailleurs fait savoir que la fiscalité pétrolière avait atteint 1 232 milliards de dinars pendant les cinq premiers mois de l'année en cours, contre 1 032 milliards de dinars durant la même période de 2017, soit une augmentation de 19%.

Thininene Khouchi

Pics de température durant l'été

Le ministère de la Santé rappelle les précautions à prendre

■ Le ministère de la Santé a rappelé hier aux citoyens, notamment la population la plus vulnérable constituée des enfants en bas âge, des personnes âgées et des malades chroniques, les précautions à prendre pour se protéger en prévision des pics de température attendus durant la saison estivale.

Par Selma K.

A cet effet, le ministère recommande aux citoyens de fermer les volets et les rideaux des façades des logements exposés au soleil, de maintenir les fenêtres fermées tant que la température extérieure est supérieure à la température intérieure, d'éviter de sortir aux heures les plus chaudes, de le faire, en cas de besoin impératif, tôt le matin ou tard le soir, de mettre des vêtements légers et amples et de rester à l'ombre et à l'abri d'une exposition prolongée au soleil,

Il préconise, aussi, de prendre, dans la mesure du possible, plusieurs douches par jour, de boire suffisamment d'eau et d'éviter les boissons très sucrées ou à forte teneur en caféine, ainsi que les activités extérieures (sports, jardinage, bricolage, etc.).

Le ministère de la Santé attire l'attention des citoyens qu'en cas de vague de forte chaleur, les symptômes suivants doivent les alerter: maux de tête, envie de vomir, soif intense, peau anormalement chaude, rouge et sèche et confusion mentale.

Ces symptômes peuvent indiquer un coup de chaleur, a-t-il mis en garde, recommandant, dans ce cas, d'«agir rapidement», en appelant les secours (SAMU, Protection civile) et, en attendant, de transporter la personne présentant l'un de ces symptômes dans un endroit frais, de la faire boire, l'asperger d'eau fraîche (ou la couvrir avec un linge humide) et l'éventer.

Le ministère rappelle, en outre, que le secteur a mis en place une «organisation spécifique» pour la prise en charge des effets induits par la canicule. Cette organisation comprend, notamment, l'élaboration d'une fiche technique relative à la conduite à tenir en cas de coup de soleil ou une complication



due à la chaleur, la présence effective des personnels des urgences, l'identification de lits de réanimation dédiés à la prise en charge des complications

dues à la canicule, et la disponibilité effective d'un stock de produits pharmaceutiques spécifiques y compris les fluides médicaux. Par ailleurs, un dispo-

sitif d'information et de communication, à destination du grand public et des professionnels de la santé, à travers le développement d'action de communication

de proximité en collaboration avec le mouvement associatif et les radios locales, a été mis en place pour toute la saison estivale. S. K./APS

Commission des œuvres sociales de l'université de Béjaïa

Le Cnes exige l'annulation de la dernière AG

Le bilan de la commission des œuvres sociales de l'université de Béjaïa (COSUB) a été rejeté récemment par la majorité de ses membres soit 7 sur 9 membres. Le rejet de ce bilan est lié, souligne-t-on dans une déclaration qui nous est parvenue dernièrement, «au fait qu'il a été préparé par deux membres et est plein d'imperfections, imprécisions dont des dépenses injustifiées et des inadéquations par rapport au programme élaboré par l'assemblée générale il y a de cela plus d'une année». Cependant, une assemblée générale a été tenue et la présidente a ignoré l'avis des autres membres qui ont refusé de cautionner une telle dérive et ont refusé aussi de cautionner la tenue d'une AG, dénonçant les conditions dans lesquelles elle s'est tenue, la qualifiant de «mascarade» avant de rappeler qu'«il y a 3 000 salariés à l'université et le quorum ne pourrait être atteint que par la présence de 900 salariés alors qu'ils étaient

une poignée, tout au plus une centaine à l'auditorium Saâdi-Djaâfri et qu'on a fait signer les gens dehors...». «Malgré plusieurs demandes d'éclaircissement à ce sujet», la présidente s'est murée, selon eux, «dans une attitude autistique qui relève plus de la fuite en avant que d'une démarche cohérente d'une personne sûre de son sujet». Et d'ajouter : «Bien au contraire, elle a essayé de faire pression sur les 6 membres réfractaires à son bilan fallacieux en ayant recours à l'autorité du recteur et de ses lieutenants». Le président de la section du CNES de Béjaïa a saisi dernièrement le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, afin d'intervenir et annuler l'assemblée générale jugée «illégitime», organisée les 11 et 12 juin par la présidente «déchue» aux lieu et place de «la commission dont elle n'est légalement qu'un membre sur 9», lit-on dans ledit courrier. Ceci d'ailleurs «est en porte-à-faux avec la

réglementation en vigueur et au règlement intérieur de la COSUB», souligne-t-on. La section locale de Béjaïa du CNES rappelle le retrait de confiance des membres de la commission à la présidente le 16 octobre 2017, déplorant le fait qu'elle ait été illégalement maintenue par l'administration rectorale alors que «ceci est en contradiction avec la réglementation en vigueur», fait-on observer. La section du Cnes relève aussi le fait que la commission n'a établi ni le bilan financier, ni le bilan moral et encore moins le programme d'action de l'année 2018 : absence des procès-verbaux, etc. Les rédacteurs de la déclaration affirment que «les 2/3 de la commission ont signé une déclaration affirmant qu'ils n'ont pas validé le bilan annuel de la commission qui est encore sujet à un rapport critique de leur part». Pour eux, «les œuvres sociales servent de caisse noire pour le chef».

Hocine Cherfa

SOS Racisme écrit au président Macron

Le temps du mensonge dans l'affaire Audin est révolu

Le président de SOS Racisme, Dominique Sopo, a affirmé hier dans une lettre au président Emmanuel Macron que le temps de la vérité dans l'affaire Audin «est venu», soulignant dans cette lettre que «cest le mensonge qui a longtemps prévalu». Le mathématicien militant de la cause algérienne Maurice Audin a été arrêté le 11 juin 1957 par les parachutistes de l'armée française à Alger, en pleine guerre de libération nationale. Il fut torturé et assassiné et son corps n'a jamais été retrouvé depuis. Dans cette affaire, appelée «Affaire

Audin», le président de SOS Racisme a souligné que «c'est le mensonge qui a longtemps prévalu». «Les pouvoirs publics ont développé pendant plusieurs années la thèse d'une tentative d'évasion rendant impossible la restitution du corps. Ils ont produit des faux pour masquer un crime, s'obstinant, dans un silence coupable, à nier, à masquer ou à détourner les regards. Car il y eut bien crime, seule explication compatible avec la mystification orchestrée par l'Etat autour des circonstances du décès de Maurice Audin», a-t-il expliqué. Il

estime qu'au-delà de la responsabilité du président Macron dans la reconnaissance «immédiate» du crime, les Français pourront «enfin connaître la chaîne des responsabilités dudit crime par l'armée française et la place que l'Etat, qui lui conféraient des pouvoirs spéciaux, y occupa», ajoutant qu'au-delà également de cette affaire, «ce qui est en jeu, c'est (...) la reconnaissance de l'arrestation des 3 024 autres personnes disparues dans des conditions similaires de janvier à septembre 1957 et de l'usage massif de la torture par l'armée

française pendant la bataille d'Alger et la guerre d'Algérie». Pour le président de SOS Racisme, la France «doit pouvoir avoir enfin la maturité de regarder ce que fut cette guerre dans toute son horreur et sa violence», soutenant qu'il n'est pas possible de construire «sereinement» l'avenir, au sein d'une société française «dont des dizaines de millions de personnes ont à voir avec cette histoire mais également dans la relation franco-algérienne, sans avoir dénoué les nœuds de passions et de douleurs qui s'expriment depuis

plus de 50 ans». Il affirme qu'il faut de la reconnaissance de ces crimes qui est «attendue et elle adviendra». «Cette reconnaissance, nous en avons besoin pour accepter le passé, mais aussi pour nous projeter collectivement dans un avenir bâti sur la confiance en une société démocratique qui refuse et combat l'arbitraire», a-t-il ajouté, souhaitant avoir l'assurance de «vivre dans une société où l'individu et ses droits ont la primauté sur l'Etat profond et sa raison».

K. L.

Commerce extérieur

Nette baisse du déficit commercial

■ Le déficit commercial de l'Algérie s'est chiffré à 1,718 milliard de dollars sur les cinq premiers mois de 2018, contre un déficit de 4,734 milliards de dollars durant la même période de 2017, soit un recul du déficit de 63,7%, a-t-on appris hier auprès des Douanes.

Par Assia D.

Les exportations ont augmenté à 17,691 milliards de dollars (mds usd) sur la période allant de janvier à fin mai 2018 contre 15,21 mds usd à la même période de 2017, soit une hausse de près de 2,5 mds usd correspondant à une augmentation de 6,31%, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Pour les importations, elles ont légèrement reculé à 19,409 mds usd contre 19,944 mds usd à la même période de l'année écoulée, soit une baisse 535 millions de dollars correspondant à un recul de 2,7%. Les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 91% contre 76% à la même période de l'année précédente. Les hydrocarbures ont encore représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger (93,45% du montant global des exportations) en s'établissant à 16,53 mds usd contre 14,35 mds usd, soit une hausse de 2,18 mds usd (+15,2%). Toujours marginales, les exportations hors hydrocarbures se sont établies à 1,16 mds usd sur les 5 premiers mois de 2018 (6,55% des exportations globales), même si elles ont augmenté de 35,24% par rapport à la même période de 2017. Les exportations hors hydrocarbures étaient composées des demi-produits avec 889 millions usd (contre 629 millions usd), des biens alimentaires avec 173 millions usd (contre 164 millions usd), des produits bruts avec 44 millions usd (contre 30 millions usd), des biens d'équipements industriels avec 38 millions usd (contre 26 millions usd), des

biens de consommation non alimentaires avec 15 millions usd (contre 8 millions usd) et des biens d'équipements agricoles avec 0,08 million usd (contre 0,16 million usd).

La facture des produits alimentaires en légère hausse, les biens d'équipements en net recul

Pour ce qui est des importations, la facture des produits alimentaires a connu une légère hausse dont notamment les céréales et laits. La facture globale des biens alimentaires s'est ainsi établie à 3,93 mds usd contre 3,79 mds usd (+3,82%). Les produits qui ont également connu une augmentation des importations sont les groupes des produits bruts, des biens de consommation non alimentaires et des demi-produits. Pour le Groupe des produits bruts, les importations ont grimpé à 831 millions usd contre 697 millions usd (+19,23%). Concernant les biens de consommation non alimentaires, ils ont été importés pour 3,86 mds usd contre 3,48 mds usd (+10,81%), alors que la facture des demi-produits a coûté 4,62 mds usd contre 4,49 mds usd (+2,94%). Par contre, des baisses d'importations significatives ont été relevées pour les biens d'équipements agricoles et industriels ainsi que les biens énergétiques et lubrifiants. Ainsi, la facture d'importation des biens d'équipements agricoles s'est établie à 232 millions usd contre 304 millions usd (-23,7%). Pour les biens d'équipements industriels, ils ont été importés pour



5,31 mds usd contre 6,4 mds usd (-17,06%). Quant à la facture d'importation des biens énergétiques et lubrifiants (dont les carburants), elle a enregistré une baisse en s'établissant à 607 millions usd contre 765 millions usd (-20,65%). En termes de mode de financement des importations, sur les 19,409 mds usd des biens importés, un montant de 11,65 mds usd a été payé par cash (60% de la globalité). Les lignes de crédit ont financé les importations à hauteur de 7,05 mds usd (36%), tandis que le reste des importations a été financé par le recours à d'autres moyens de

paiement pour un montant de 698 millions usd, et aux comptes devises propres des importateurs pour un million usd.

L'Italie maintient sa place de premier client de l'Algérie

Concernant les partenaires commerciaux, l'Italie s'est classée premier client de l'Algérie alors que durant les deux premiers mois 2018, l'Espagne avait occupé la tête du podium. Ainsi, les cinq premiers clients de l'Algérie ont été l'Italie avec 2,65 mds usd (15% des exportations

globales algériennes), suivie de l'Espagne avec 2,1 mds usd (11,9%), de la France avec 1,95 mds usd (11,02%), des Etats-Unis avec 1,7 mds usd (9,6%) et de la Grande-Bretagne avec 1,1 mds usd (6,2%). Quant aux principaux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est encore venue en tête avec 2,81 mds usd (14,5% des importations globales algériennes), suivie de la France avec 1,91 mds usd (9,8%), de l'Italie avec 1,6 mds usd (8,2%), de l'Espagne avec 1,52 mds usd (7,8%) et de l'Allemagne avec 1,36 mds usd (7,04%).

A. D.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à 71,87 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi mardi à 71,87 dollars, a indiqué hier cette Organisation sur son site web. Lundi, le prix du panier de référence du brut de l'Opep était de 71,09 dollars, a précisé la même source. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole : le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Kuwait), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marine (Qatar), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela). A quelques jours du sommet de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, les prix de l'or noir ont terminé en baisse mardi. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a terminé à 75,08 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 26 cents par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour juillet a reculé

de 78 cents pour terminer à 65,07 dollars. Plusieurs réunions des pays membres de l'Opep et ses partenaires non membres sont prévues dans la capitale autrichienne Vienne. Il s'agit de la 9ème réunion du comité conjoint de monitoring Opep et non Opep (JMMC) à Vienne le 21 juin 2018. Les ministres membres du JMMC examineront le niveau de conformité des 24 pays Opep et non Opep à leurs engagements pris et consignés dans la déclaration Opep-non Opep du 10 décembre 2016. A noter que le JMMC est composé de quatre pays membres de l'Opep (Algérie, Arabie saoudite, Koweït et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Opep (Russie et Oman). D'autre part, la 174^e Conférence ministérielle de l'Opep se tiendra le 22 juin, alors que la 4^e réunion ministérielle des pays Opep et non Opep est prévue pour le 23 juin en cours. Selon des analystes, les participants doivent y décider s'ils augmentent ou non de la production de l'Opep et de ses dix partenaires, dont la Russie. L'Arabie saoudite et la Russie voudraient proposer une augmentation modérée, de 300 000 à 600 000 barils par jour, bien loin du

1,5 million évoqué initialement par Moscou, et proposé de nouveau lundi par l'Equateur, a rapporté l'agence Bloomberg. Cité par l'agence de presse RIA Novosti, le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak a déclaré samedi dernier que son pays et l'Arabie saoudite «proposent d'augmenter au troisième trimestre la production de 1,5 millions de barils par jour (b/j) et ensuite de regarder la situation sur le marché». «Nous le proposons seulement pour le troisième trimestre. En septembre, on regarde la situation sur le marché et on décide de la suite», a-t-il continué. «En ce moment, au troisième trimestre, il va y avoir une hausse de la demande, et c'est pour cela que ce genre de propositions sont réellement utiles», a-t-il expliqué. Cependant, l'Iran, le Venezuela et l'Irak restent opposés à une augmentation de la production, faute d'avoir la capacité de relancer leurs extractions. De son côté, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, qui prendra part aux réunions de l'Opep et non Opep avait déclaré, il y a quelques jours, que l'Algérie œuvrera avec les pays membres de l'Opep et les pays hors Opep, à garantir l'équilibre

entre l'offre et la demande pour préserver la stabilité des marchés pétroliers. Il avait également indiqué que des sous-commissions suivaient actuellement de près le marché international et élaboraient des rapports qui seront examinés lors de la réunion de Vienne, à l'effet de prendre une série de mesures. «Ce qui nous importe, c'est qu'il y ait un équilibre entre l'offre et la demande pour préserver la stabilité des marchés pétroliers», avait-il dit. A noter que l'Opep et ses dix partenaires ont atteint en avril dernier un niveau de conformité record de 152%, avec leurs engagements de réduction de la production pétrolière. L'accord Opep-non Opep, conclu à Vienne entre les 14 membres de l'organisation et 10 autres producteurs de pétrole, Russie en tête, a pour objectif de baisser le niveau de production de 1,8 million de barils par jour afin de réduire l'excédent d'offre de brut sur le marché et soutenir les prix. Cet accord qui court jusqu'à la fin 2018 a semblé porté ses fruits depuis un an et demi : le baril de Brent, référence sur le marché mondial, est passé d'environ 50 dollars fin 2016 à plus de 80 dollars en mai.

Faiza O./Agences

En baisse depuis 2011

De moins en moins de migrants dans les pays de l'OCDE

■ Les entrées de migrants dans les pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) ont enregistré une baisse de 5% en 2017 par rapport à l'année d'avant, due essentiellement à la réduction «significative» du nombre de réfugiés.

Par Walid B.

Publié hier, le rapport de l'OCDE, intitulé «Perspectives des migrations internationales 2018», indique qu'en 2017 il y a eu un peu plus de 5 millions d'entrées à caractère permanent, soulignant que c'est pour la première fois depuis 2011 qu'une baisse a été enregistrée. «Cela est dû à la réduction significative du nombre de réfugiés reconnus en 2017 alors que les autres catégories de migration sont restées stables ou ont augmenté», ont précisé les rédacteurs du rapport, relevant qu'après deux années de niveaux records, une baisse «significative» des nouvelles demandes d'asile a été enregistrée dans les pays de l'OCDE en 2017, avec 1,23 million de demandes. Toutefois, ce chiffre est encore largement supérieur à ceux enregistrés avant 2015 et les trois premiers pays d'origine étaient l'Afghanistan, la Syrie et l'Irak. En 2017, les Etats-Unis ont reçu le plus grand nombre de demandes d'asile dans les pays de l'OCDE (330 000 demandes), suivis de l'Allemagne (198 000).

La migration familiale (regroupement familial, formation de famille ainsi que membres de famille accompagnante) reste le principal canal de migration vers l'OCDE, représentant presque 40% des entrées à caractère permanent. Par ailleurs, plus de 4,2 millions de travailleurs étrangers temporaires ont été recensés dans les pays de l'OCDE en 2016, ce qui correspond à une augmentation de 11% par rapport à l'année précédente. Les principaux pays d'accueil de travailleurs étrangers temporaires étaient la Pologne (672 000, la

plupart originaires d'Ukraine) et les Etats-Unis (660 000, l'Inde étant le premier pays d'origine). Pour les rédacteurs du rapport, si aucun migrant ne devait rentrer dans son pays d'origine, le nombre total de demandeurs d'asile déboutés pourrait atteindre 1,2 million d'ici à fin 2020, soulignant que l'effet sur le marché du travail informel dépendra du nombre de retours volontaires et de l'efficacité des mesures coercitives.

Dans le même contexte, ils indiquent que parmi les travailleurs étrangers, les hommes relativement jeunes sont les plus susceptibles d'être employés illégalement. Ce type d'emploi est plus fréquent dans l'agriculture, la construction, les industries manufacturières et les services domestiques. Environ 3,3 millions d'étudiants en mobilité

internationale étaient inscrits dans l'enseignement supérieur dans un pays de l'OCDE, soit 8% de plus que l'année précédente. Seuls les Etats-Unis ont enregistré une baisse de 27% du nombre de permis d'étudiant en 2016. Le rapport précise qu'en moyenne les étudiants en mobilité internationale représentent 9% du nombre total d'étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur des pays de l'OCDE en 2015. Ils représentent 14% de tous les étudiants inscrits à des masters et 24% de ceux inscrits à des programmes de doctorat. En matière d'emploi dans les pays de l'OCDE, le taux d'emploi des immigrants a augmenté d'un point de pourcentage en 2017, pour s'établir à 67,1%, alors que leur taux de chômage moyen a lui diminué d'un point de pourcentage, à 9,5%. Concernant les politiques, le rapport note que les canaux de migration pour les étrangers hautement qualifiés continuent d'être affinés dans de nombreux pays, ce qui implique



l'ajustement des critères de sélection des programmes permanents et l'examen des conditions des programmes temporaires.

W. B.

Cameroun

Les réfugiés auront plus d'accès aux services sociaux de base

Les réfugiés auront davantage d'accès aux services sociaux de base au Cameroun, indique un plan d'action gouvernemental dévoilé avant-hier à Yaoundé, avec la collaboration du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de la Banque mondiale.

Fin avril, on dénombrait dans le pays un total 350 934 réfugiés, essentiellement des Centrafricains et des Nigériens ayant franchi la frontière après avoir fui les violences survenues dans leurs pays respectifs, selon les sources officielles. Ces réfugiés se trouvent notamment dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord, où la majorité d'entre eux, les Centrafricains en particulier,

sont admis à partager leur quotidien avec celui des communautés locales, une cohabitation qui pour les autorités camerounaises pose le défi de garantir à tous l'accès aux ressources naturelles et aux services sociaux de base. «Les réfugiés et les populations hôtes souffrent d'un taux élevé d'insécurité alimentaire (25%), d'un accès limité à l'eau potable (28%), à l'éducation ou à la santé de base, particulièrement dans les villages éloignés», a précisé Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, lors d'une réunion tenue mardi dernier à Yaoundé. Dans la recherche des ressources nécessaires pour fournir l'assis-

tance humanitaire à ces réfugiés ainsi qu'aux communautés hôtes, un plan d'intervention a été élaboré, dans lequel sont déclinées «les mesures à mettre en œuvre pour l'amélioration de leurs conditions de vie et d'existence pacifique», a expliqué le ministre de l'Economie. Avec l'appui du HCR, la Banque mondiale alloue en faveur de ce plan un financement de 130 millions de dollars, dans le cadre de la mise en œuvre pour la première fois en Afrique d'un programme spécifique dédié à cette cause. La supervision du cadre de coordination de ce processus est confiée aux deux institutions, pour permettre d'assurer le suivi des engagements, a précisé Elisabeth Huybens, la directrice

des opérations de la Banque mondiale, présente également à l'atelier d'opérationnalisation de la Lettre de politique de développement du Cameroun à l'égard des réfugiés.

Ismael I.

Enfants migrants séparés de leurs parents aux Etats-Unis L'UNICEF s'inquiète de la situation

LE FONDS des Nations unies pour l'enfance (Unicef) s'est inquiété du sort des enfants migrants séparés de leurs parents aux Etats-Unis. «La situation de ces enfants et de ces bébés, séparés de leurs parents alors qu'ils venaient justement chercher la sécurité aux Etats-Unis, est bouleversante», a déclaré la directrice générale de l'Unicef dans un communiqué rendu public avant-hier. Selon Henrietta Fore, «la détention et la séparation de la famille sont des expériences traumatisantes qui peuvent rendre les enfants plus vulnérables à l'exploitation et aux abus et créer un stress toxique qui, comme l'ont montré plusieurs études, peut avoir un impact sur leur développement à long terme». Pour la cheffe de l'Unicef, «de telles pratiques ne sont dans l'intérêt de personne, et encore moins des enfants, qui en souffrent le plus», indiquant que «le bien-être des enfants doit rester la première préoccupation», surtout pour ceux qui n'ont d'autre choix que de fuir leur foyer. Ces derniers ont le droit d'être protégés, d'accéder aux services de base et d'être avec leur famille, comme tous les enfants.

Jugurtha N.

Burundi

Rapatriement de plus de 32 000 réfugiés burundais vivant en Tanzanie

Plus de 32 000 Burundais réfugiés en Tanzanie sont déjà rentrés au pays, a déclaré avant-hier M^{me} Gogo Hukportie, représentante du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) au Burundi. M^{me} Hukportie, qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse, a précisé que ce processus

de rapatriement des réfugiés burundais vivant en Tanzanie se poursuivra. Le Burundi, la Tanzanie et le HCR ont conclu le 29 mars dernier à Bujumbura un accord tripartite sur le rapatriement des réfugiés burundais vivant en Tanzanie, qui prévoit de rapatrier 2 000 personnes chaque semaine depuis le 5 avril 2018

jusqu'au 31 décembre 2018, et de rapatrier au total pas moins de 72 000 réfugiés burundais souhaitant retourner dans leur patrie d'ici à fin 2018. «Le rapatriement continue avec deux convois par semaine, à raison de 1 000 personnes par convoi. Parfois nous n'atteignons pas les 1 000, puisque le rapatriement est volon-

taire. Ceux qui se présentent dans le cadre de ce rapatriement volontaire sont enregistrés, et sur cette base, nous faisons le transfert de la Tanzanie vers le Burundi», a-t-elle précisé. A ce jour, a-t-elle ajouté, 32 345 rapatriés en provenance de la Tanzanie ont déjà été recensés.

Adila H.

HCR/Afghanistan

Plus de 5,2 millions de réfugiés afghans ont regagné leur pays en 16 ans

Plus de 5,2 millions de réfugiés afghans ont regagné leur pays au cours des 16 dernières années, indique un communiqué du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) publié hier. Ce communiqué a été publié à Kaboul pour marquer la Journée mondiale des réfugiés, célébrée le 20 juin. Avant-hier, Hussain Alemi Balkhi, ministre afghan des Réfugiés et des Questions de rapatriement, a annoncé que

près de 6 millions d'Afghans étaient toujours réfugiés, dont près de 2,5 millions au Pakistan et un nombre proche en Iran, le reste étant réparti dans différents pays. Selon le ministre, près de 332 000 réfugiés afghans ont regagné leur pays, la majorité en provenance d'Iran et du Pakistan depuis le mois de janvier. Toutefois, le HCR affirme dans son communiqué que «de manque d'accès aux services, notamment à l'éducation et à la

santé, à des logements appropriés et aux terres restent des obstacles majeurs à la reprise d'une vie normale pour les rapatriés». Il exhorte également le gouvernement afghan et la communauté internationale à continuer à assurer la subsistance des rapatriés, en leur proposant des opportunités économiques, des services de base et en les intégrant aux structures politiques et sociales.

Faiza K.

Tizi-Ouzou/ Projet «Jeunesse engagée sur les deux rives»

Présentation des conclusions de la première phase

■ Les conclusions de la première phase du projet «Jeunesse engagée sur les deux rives» (JESER), lancée au titre de la coopération décentralisée algéro-française et visant à renforcer les politiques publiques de jeunesse, ont été présentées à Tizi-Ouzou.

Par Lyes B.

Cette première étape du projet JESER, soutenu par l'Union européenne et dont les parties prenantes sont les communes de Bouzguène (Tizi-Ouzou), Tichy (Béjaïa) et El Khroub (Constantine) jumelées avec des villes françaises (respectivement Aubervilliers, Epinay-sur-seine et Mulhouse), a porté sur la réalisation de diagnostics territoriaux de la politique locale de jeunesse, a rappelé le Consultant Djamel Benramdane, lors d'un séminaire de restitution tenu au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Ces diagnostics qui ont donc concerné les localités de Bouzguène, Tichy et El Khroub, font ressortir que le programme de modernisation des infrastructures économiques et sociales, réalisé au titre du Plan quinquennal 2010/2014, a permis, entre autres, de réaliser, a-t-il dit, «plusieurs centaines d'infrastructures de jeunesse, notamment dans des communes défavorisées, dont la réhabilitation de 1 500 écoles primaires et d'un millier de classes et plus de 2 000 structures de jeunesse de proximité, bibliothèques de quartiers, foyers de jeunes aires de jeux et

terrains de sports de proximité». Dans les trois communes concernées par ce projet, «ce programme a permis la multiplication des structures destinées aux jeunes et d'offrir l'offre en termes de culture, de sport, de loisirs et d'animation», note-t-on dans un rapport présenté lors de cette rencontre, relevant qu'à Bouzguène, «une vingtaine de foyers de jeunes, des terrains de sport de proximité et un vaste centre sportif ont été construits en moins de 10 ans». A cela s'ajoute l'aménagement d'une bibliothèque communale et d'un complexe sportif à Tichy et la réalisation d'une vingtaine d'établissements culturels et de loisirs (piscines, conservatoire, stades) à El Khroub, au titre d'un programme spécial, selon le même document. Ce diagnostic a relevé, toutefois, que la création de ces nouvelles infrastructures a «provoqué une forte demande en termes d'encadrement et les maisons de jeunes sont souvent en sous-effectif». Il est cité des établissements, dans les trois communes, qui n'ont pas ouvert leurs portes faute de personnel. L'encadrement existant «manque de formation pratique et continue en médiation et techniques d'animation participative, d'information et d'écoute», est-t-il souligné. A ce



titre, l'accent a été mis sur la «nécessité de renforcer les compétences» de l'encadrement des établissements de jeunes, du mouvement associatif et des municipalités par des formations en communication, la gestion de projets, l'animation, la médiation, entre autres. Présent à l'ouverture de ce séminaire le président de l'APW, Youcef Aouchiche, a observé que «la participation de

la jeunesse à la vie publique et à la vie culturelle constitue le catalyseur de développement économique et social du pays». Il a souhaité la concrétisation d'une coopération «bénéfique» et «équitable» pour les deux pays. Le projet JESER, d'une durée de 2 ans (2017/2018), doté d'un budget de 400 000 euros, vise à renforcer la coopération algéro-française à travers l'«échange

d'expériences, notamment en matière de définition de politiques locales de jeunesse», a-t-on expliqué.

L. B./APS

Annaba Production prévisionnelle de plus de 500 000 quintaux de céréales

LA PRODUCTION céréalière de la wilaya d'Annaba, dont la campagne de moisson-battage a été lancée à partir de la ferme pilote Djamil Boubaker, dans la commune d'Ain El Berda, devra atteindre près de 517 000 quintaux, soit 7,57% de plus que la saison passée, a indiqué le directeur du secteur, Mohamed Kheroubi. Pas moins de 65 moissonneuses-batteuses ont été mobilisées pour cette campagne, ainsi que cinq points de stockage d'une capacité globale d'un million quintaux, a indiqué le même responsable qui a fait état d'une augmentation de 3% du rendement moyen à l'hectare. Répartie sur les communes d'Ain EL Berda, El Eulma, Chorfa, Berrahal et El Hadjar, la superficie consacrée à Annaba à la céréaliculture atteint 15 633 hectares dont 13 000 hectares consacrés au blé dur et 1 400 aux légumes secs (pois chiches et lentilles). La production prévisionnelle est de 427 267 quintaux de blé dur, 41 636 quintaux de blé tendre et 45 298 quintaux d'orge. Des mesures de prévention contre les incendies des champs ont été prises, en plus de la mobilisation de moyens nécessaires de transport de la production, a-t-on indiqué.

R. R.

Illizi

Plus de 340 ha consacrés à l'investissement agricole

Une nouvelle surface, vaste de 345 hectares (ha), a été consacrée à l'investissement agricole dans la wilaya d'Illizi dans le but d'étendre la superficie cultivée et impulser l'activité agricole dans la région, a-t-on appris des responsables de la Direction des services agricoles (DSA). S'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de la circulaire interministérielle n° 1839 datée du 14/12/2017 portant attribution du foncier agricole relevant des domaines destinés à l'investissement agricole au titre de la mise en valeur par concession, cette surface a été structurée en quatre périmètres implantés au niveau des communes de la wilaya d'Illizi, a précisé le DSA, Ahmed Brahimi. La commu-

ne d'Illizi s'est vu accorder deux périmètres créés au niveau de la zone In-Ghakil, vaste de 25 ha, l'autre, dans la région de Tikhmaline (200 ha), une autre surface de 200 ha dans la région de Timeroualine, commune frontalière de Debdeb, et une autre de 20 ha créée dans la région d'Ain-El-Beida, commune de Bordj-Omar Driss, a précisé ce responsable. La Direction des services agricoles est à la disposition des investisseurs pour procéder, après étude de leurs dossiers par la commission de wilaya, à la dynamisation et l'orientation de l'investissement en présence des postulants pour examiner leurs projets, a-t-il assuré. Ces nouveaux périmètres permettront, une fois entrés en

exploitation, d'étendre la surface cultivée, la promotion des activités agricoles dans cette wilaya à vocation pastorale, aux sols fertiles et ressources hydriques abondantes, de consolider la production agricole locale, générer des emplois et réduire le chômage en fonction de l'orientation de l'Etat visant la diversification de l'économie nationale. L'investissement agricole dans la wilaya d'Illizi a connu, ces dernières années, un bond «qualitatif» à la faveur des mesures préconisées portant assouplissement des procédures administratives, l'accompagnement des promoteurs et la création d'un espace favorable au développement des activités agricoles.

Hocine A.

Bordj Bou-Arréridj

1 milliard de dinars pour l'aménagement extérieur des projets d'habitat

La wilaya de Bordj Bou-Arréridj a bénéficié d'un budget d'investissement «considérable», estimé à un milliard de dinars, pour rattraper le retard enregistré dans les projets d'aménagement extérieur des chantiers de logements, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Cette enveloppe financière a été réservée pour conduire les opérations d'aménagement extérieur de différents projets d'habitat, avec l'objectif

de permettre l'attribution d'importants quotas «avant la fin de l'année en cours», a précisé la même source citant, entre autres chantiers, les 1 500 unités de logements publics locatifs (LPL) au chef-lieu de wilaya. D'autres programmes d'habitations, tous segments confondus, seront attribués dans la wilaya à l'occasion du double anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse, dont 800 unités de type location-vente de l'Agence nationale de

l'amélioration et de développement du logement (AADL 2) réparties sur le chef-lieu de wilaya et la commune de Ras El Oued, a-t-on indiqué. Le chef de l'exécutif local, Salah El Afani, a souligné, récemment, que l'évolution des chantiers d'habitat était «rigoureusement suivie», tout en rappelant la série de mesures prises pour dynamiser ces chantiers et les rencontres périodiques avec les représentants des entreprises réalisatrices de

logements et les promoteurs immobiliers dans le but «de rattraper tout retard». La wilaya de Bordj Bou-Arréridj compte actuellement plus de 5 000 unités d'habitation, dont le taux des travaux avancent à un rythme jugé «appréciable», entre autres 2 050 unités LPL, 2 000 logements promotionnels aidés (LPA), 1 100 logements AADL dont l'opération d'attribution est prévue «avant la fin de l'année en cours», a signalé le wali.

A. O.

Renault Clio (2019)



Conduite autonome confirmée

Par Mendaci Mohamed

Le patron de Renault confirme l'arrivée de la conduite semi-autonome sur la prochaine Clio. C'est désormais officiel, la prochaine Renault Clio sera dotée de systèmes de conduite autonome. C'est Carlos Ghosn en personne, P-DG du constructeur français, qui l'a confirmé à nos confrères du «Figaro» le 15 juin 2018. Interrogé sur la date de commercialisation de la première Renault autonome, le dirigeant a clairement répondu : «2019. Attention cependant, il

s'agira de conduite semi-automatisée, de niveau 2 voire 3 sur 5, et le conducteur devra être en mesure de reprendre le contrôle à tout moment».

Autonome et hybride

«Nous lancerons en 2019 la première voiture du segment B (citadine, Ndlr) équipée d'un premier niveau d'autonomie, sur autoroute. Ce sera une Clio. Et sur la durée du plan (d'ici à 2022, Ndlr), Renault lancera 15 modèles avec des degrés divers d'autonomie», a précisé Carlos Ghosn. Et d'ajouter : «Nous

allons beaucoup investir au cours des six prochaines années, notamment sur les voitures autonomes, sur les voitures connectées, sur les services de mobilité, la massification sur les voitures électriques». Lors de la présentation du concept Symbioz en septembre 2017, Renault disait envisager l'arrivée d'un véhicule électrique, autonome et connecté pour 2023. Outre le pilotage partiellement automatique, la Clio de cinquième génération devrait être proposée avec une motorisation à hybridation légère utilisant un système électrique 48V.

Nouvelle Audi A1 Sportback

Plus distinguée et plus digitalisée



L'A1 Sportback muscle son style en faisant un clin d'œil à un glorieux modèle du passé, le coupé Quattro Sport. Comme sa devancière, la nouvelle A1 Sportback mise sur la personnalisation. Mais c'en est fini des arches de toit (A1 3 portes) ou de toute la partie haute de la carrosserie, selon une découpe dite coupole (A1 5 portes), de teinte dissociée. La nouvelle Audi A1 repose sur la plateforme technique MQB A0 des nouvelles Volkswagen Polo (dont nous aurons l'occasion de reparler...) et Seat Ibiza (idem). Uniquement

disponible en carrosserie à 5 portes, l'A1 s'est allongé de 8 cm. Son gabarit atteint 4,03 m. L'habitabilité arrière et le volume de coffre savent en tirer profit. La capacité de chargement gagne 65 litres en 5 places et 170 litres lorsque la banquette est rabattue avec respectivement un total de 335 et 1 090 litres. A bord, la nouvelle Audi A1 Sportback met l'accent sur le digital. Elle intègre une instrumentation numérique sur une dalle de 10,25 pouces (26 cm) de diagonale qu'elle associe à un écran tactile au centre de la planche de bord. Ce

dernier a une taille de 8,8 pouces (22,35 cm) en entrée de gamme et de 10,1 pouces (25,65 cm) pour les finitions supérieures.

Cette dernière évoque beaucoup celle de la nouvelle Volkswagen Polo. L'A1 positionne toutefois ses aérateurs différemment, place devant le passager avant un bandeau qui évoque les grandes sœurs Audi A4 et Audi A5 ainsi que les Q5 et Q7, et ponctue l'ensemble de quelques touches de couleur et d'un rétroéclairage à LED.

L'actuelle Audi A1 est fabriquée à Bruxelles, la nouvelle sera assemblée en Espagne, dans l'usine de Martorell, aux côtés de la Seat Ibiza. Au lancement, l'A1 ne proposera que des motorisations à essence : les trois cylindres 1.0 TFSI de 95 et 116 ch et les quatre cylindres 1.5 TFSI de 150 ch et 2.0 TFSI de 200 ch. Les deux premiers laissent le choix entre une boîte de vitesses manuelle à 6 rapports et une boîte à double embrayage S tronic à 7 rapports.

Nouvelle Alfa Romeo 4C

Imaginée par Umberto Palermo Design

LE CARROSSIER Umberto Palermo Design a présenté pour le Salon de Turin un modèle unique, que l'on imaginerait bien en remplaçant de l'actuelle Alfa Romeo 4C.



Mais cela n'est pas vraiment au programme... Selon le planning de sortie des nouveaux modèles Alfa Romeo annoncé tout récemment par Sergio Marchionne, la petite 4C ne serait pas remplacée. Bien entendu, le retour d'une 8C au sein de la gamme devrait sans mal combler ce vide, mais certains risquent de regretter la petite berlinette, plus pure et plus accessible. Les designers du studio Umberto Palermo Design font sans doute partie de ces futurs nostalgiques, eux qui semblaient avoir préparé la succession de la 4C avec leur Mole Construzione Artigianale 001. Ce modèle unique, qui vient d'être présenté au Salon de Turin, est en effet une étude de style reprenant la base technique de la 4C. Si les entrailles de la berlinette milanaise n'ont pas été touchées, la robe dont elle se pare est en revanche entièrement nouvelle et se montre encore plus agressive qu'à l'origine. Il semblerait d'ailleurs que ses géniteurs aient volontairement adapté le nouveau style Alfa Romeo à la 4C, en la dotant notamment d'une face avant modelée à la manière de celle des Giulia et Stelvio.

Certains détails pourront paraître un peu trop torturés, comme les ouvertures du capot avant débouchant à côté des optiques, ou encore la découpe des prises d'air sur les montants arrière. La partie arrière évoque quant à elle clairement l'Aston Martin Vantage Zagato sortie en 2012.

Nouveau Suzuki Jimny

Enfin les photos officielles

Le nouveau Suzuki Jimny se révèle enfin par voie officielle. Bien qu'encore avare en spécifications, le constructeur nippon a dévoilé les premières images et informations relatives à la quatrième génération de son mini-baroudeur sur son site web international.

Suite à de nombreuses fuites, le look extérieur du nouveau Jimny était déjà connu. Le tout-terrain abandonne les quelques rondeurs de celui qu'il remplacera pour adopter un look très anguleux, robuste, évoquant les Mercedes Classe G et Jeep Wrangler. Il s'agit toujours d'un modèle trois-portes. L'instrumentation, si elle semble encore relativement rustique, se montre bien plus flatteuse et moderne d'après le premier cliché. Un écran couleur apparaît en haut de la console centrale.

Côté technique, Suzuki annonce que le nouveau Jimny repose toujours sur un châssis-échelle et dispose d'une transmission intégrale non-permanente (sans préciser si le débrayage se fait automatiquement ou manuellement) avec une boîte de transfert. Le 4x4 reste fidèle au principe de l'essieu rigide. Ce Jimny devrait donc faire honneur à ses prédécesseurs hors des sentiers battus. Pour



connaître la fiche technique et les équipements, il faudra patienter encore un peu.

La firme de Hamamatsu en profite pour annoncer que, en mars 2018, 2,85 millions de Jimny avaient été vendus à travers 194 marchés depuis le lancement de la première génération en 1970. Selon certaines rumeurs, le nouveau modèle pourrait être présenté en bonne et due forme le 5 juillet 2018.

Coopération bilatérale algéro-allemande Booster l'industrie automobile

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a reçu lundi à Alger l'ambassadeur d'Allemagne, Michael Zenner, avec lequel il a évoqué les aspects de la coopération bilatérale, notamment dans le domaine industriel, a indiqué le département ministériel dans un communiqué. Au cours de cette audience, M. Yousfi a passé en revue avec l'ambassadeur d'Allemagne les relations existant entre les deux pays et les aspects de la coopération notamment dans le domaine industriel. Grâce à cette coopération, a-t-il dit, l'industrie mécanique et automobile prend son essor tout en appelant à accroître la production dans ces deux domaines, pour répondre aux besoins du marché national

et aller vers l'exportation. En outre, le ministre a appelé à concrétiser de nouveaux projets de partenariats pour la production de pièces de rechange et de sous-traitance, a jouté la même source. De même, M. Yousfi a ajouté que les domaines de coopération entre les entreprises des deux pays sont très vastes et l'Algérie pourrait même constituer une plateforme pour les entreprises allemandes vers le marché africain. Pour sa part, le diplomate allemand a salué l'étroite coopération entre l'Algérie et son pays, notant que les entreprises allemandes sont fortement présentes en Algérie à travers des projets très encourageants comme Volkswagen, Mercedes Benz et Siemens, a poursuivi la même source.



Grâce aux efforts de Pékin et de Pyongyang

Le président chinois : «La péninsule coréenne connaîtra des perspectives de paix»

■ Le président de la Chine Xi Jinping a indiqué hier que «grâce aux efforts conjoints de Pékin et de Pyongyang, la péninsule coréenne et l'Asie du Nord-Est connaîtront des perspectives brillantes de paix, de stabilité, de développement et de prospérité», réitérant la disponibilité de la Chine à «renforcer l'unité et la coopération avec la Corée du Nord afin de créer conjointement un meilleur avenir pour les deux pays».

Par Rosa C.

Le président chinois s'est exprimé hier d'une rencontre avec le leader de la Corée du Nord Kim Jong-un, à la Résidence des hôtes d'Etat Diaoyutai à Pékin. Les deux dirigeants ont eu à l'occasion, selon l'agence Chine nouvelle, une conversation approfondie dans une atmosphère cordiale et amicale sur plusieurs questions bilatérales et régionales.

«Nous sommes heureux de voir que le consensus important atteint par la Chine et la Corée du Nord est progressivement appliqué et que les relations de coopération amicales entre les deux parties rayonnent d'une nouvelle vitalité», a ajouté la même source faisant état, de la satisfaction des deux dirigeants de la l'amélioration de la situation

dans la péninsule coréenne.

«Grâce aux efforts conjoints de la Chine et de la Corée du Nord et des parties concernées, la péninsule coréenne et l'Asie du Nord-Est embrasseront des perspectives brillantes de paix, de stabilité, de développement et de prospérité», a souligné M. Xi. La Chine s'est dite prête à partager ses expériences avec la Corée du Nord, ainsi qu'à renforcer l'unité et la coopéra-

tion afin de créer conjointement un meilleur avenir pour la cause socialiste des deux pays, a soutenu M. Xi. M. Kim a indiqué, quant à lui, que «les deux pays sont proches et amis comme une famille», ajoutant que «M. Xi avait offert un soutien considérable au peuple de la Corée du Nord». «La visite actuelle en Chine a servi d'opportunité pour approfondir l'amitié et pour faire avancer les

relations bilatérales», a relevé M. Kim, s'engageant à travailler avec «les dirigeants chinois pour propulser les relations bilatérales à un niveau inédit et jouer les rôles qui leur reviennent dans la sauvegarde de la paix et de la stabilité mondiale et régionale». Lors de son déplacement en Chine, M. Kim a visité un parc national de l'innovation des technologies agricoles dépendant de l'Académie chinoi-

se des Sciences agricoles et le centre de contrôle du trafic ferroviaire de Beijing. Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un avait entamé mardi une visite de deux jours en Chine, une semaine après sa rencontre historique avec le président américain Donald Trump à Singapour, lors de laquelle un document commun avait été signé entre les deux parties.

R. C.

Afghanistan

45 membres des forces de sécurité tués dans des attaques de talibans

Au moins 45 membres des forces de sécurité afghanes et 16 insurgés ont trouvé la mort dans la nuit de mardi à mercredi lors d'attaques de talibans sur plusieurs postes de contrôle dans deux provinces de l'ouest du pays, ont annoncé hier les

autorités locales dans un nouveau bilan. Un précédent bilan a fait état de 30 morts. Trente soldats de l'armée afghane ont été tués dans l'assaut par des militants de deux postes de sécurité dans le district de Bala Murghab, en province de Badghis, a indi-

qué le gouverneur provincial Abdul Qhafoor Malikzai. Le gouverneur a ajouté que 16 talibans avaient également été tués et plus de 15 d'entre eux blessés pendant les affrontements. Alors que les postes de sécurité ont été pris de court par les militants,

M. Malikzai a confirmé la présence d'un gouverneur provincial de l'ombre des talibans parmi les blessés. Dans la province voisine de Farah, au moins 15 policiers ont été tués au cours de deux attaques semblables dans les districts de Juwayn et de Farah, selon des sources locales. Aucun responsable du ministère afghan de la Défense n'était disponible pour s'exprimer immédiatement. Les victimes se sont multipliées au sein des forces de sécurité afghanes depuis le début de l'année 2015, lorsque l'armée et la police locales ont repris la pleine responsabilité de la sécurité aux troupes des Etats-Unis et de l'OTAN. Ces affrontements sont survenus alors qu'un cessez-le-feu unilatéral temporaire avec les talibans est en cours depuis le 12 juin et devrait expirer avant la fin du mois.

Ayman B.

Iran/Israël

Téhéran appelle la communauté internationale à se pencher sur le nucléaire israélien

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a appe-

Syrie
L'ONU accuse les groupes armés de «crimes contre l'humanité» dans la Ghouta orientale

UNE COMMISSION de l'ONU a accusé les groupes armés, comme Jaich al-Islam, Ahrar al-Cham et Hayat Tahrir al-Cham, d'avoir commis des «crimes de guerre» en lançant «des attaques aveugles» sur Damas, ayant tué et mutilé des centaines de civils. «Pendant toute la durée du siège, des groupes armés ont arrêté de façon arbitraire et torturé des civils à Douma, parmi lesquels des membres de minorités religieuses, commettant de façon répétée des crimes de guerre tels que la torture, les traitements cruels et les outrages à la dignité», a indiqué le rapport établi au terme d'une enquête de l'ONU. Les enquêteurs, qui n'ont pas mené des investigations en Syrie, affirment avoir basé leurs conclusions sur quelque 140 interviews organisées dans la région et à partir de Genève. Le rapport a également rappelé qu'à la chute de la Ghouta orientale, le 14 avril, environ 140 000 personnes avaient été déplacées de leur foyer. Des dizaines de milliers d'entre elles sont encore abritées par les forces gouvernementales dans des camps aménagés autour de Damas, a ajouté le document. Y. B.

lé hier la communauté internationale à se pencher sur l'arsenal nucléaire israélien, le considérant comme une «vraie menace pour le Moyen-Orient et le reste du monde». Selon des médias locaux, M. Zarif a exhorté la communauté internationale à se pencher sur «le développement secret des ogives nucléaires israéliennes», affirmant que «toutes les ogives nucléaires stationnées au Moyen-Orient appartiennent à l'entité sioniste». «Il existe au moins 80 ogives nucléaires stationnées au Moyen-Orient. Aucune n'est en Iran. Elles sont en fait accessibles à un faucon qui ne cesse de hurler contre des ambitions iraniennes montées de toutes pièces», a ajouté l'officiel iranien, faisant référence aux récentes statistiques publiées par l'Institut international de Stockholm de recherche pour la paix (SIPRI). L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm avait appelé lundi

dernier les Etats dotés d'armes nucléaires à un engagement clair pour un processus de désarmement nucléaire, estimant que la «stratégie de la dissuasion est préoccupante». Dans son rapport, le Sipri avait indiqué que 9 pays (Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan, Corée du Nord et Israël), possédaient 14 465 têtes nucléaires début 2018, dont

3 750 ont été déployées. Moscou et Washington concentrent à elles seules près de 92% des armes de ce type. Les autres pays dotés d'armes nucléaires sont le Royaume-Uni (215 têtes), la France (300), la Chine (280), l'Inde (130-140), le Pakistan (140-150), Israël (80) et la Corée du Nord (10 à 20, données incertaines), avait alerté le Sipri. H. Y.

Hongrie

La Hongrie adopte une loi pénalisant l'aide aux migrants

Le Parlement hongrois a adopté hier un ensemble de lois rendant passible de poursuites pénales l'aide aux migrants opérée par des ONG, à l'initiative du Premier ministre national-conservateur, Viktor Orban. Promis par le dirigeant avant sa confortable réélection pour un troisième mandat consécutif en avril, la nouvelle législation, qui vise «les organi-

sateurs de l'immigration illégale», a été adoptée par 160 voix pour et 18 contre. Cette nouvelle législation institue notamment une peine de jusqu'à un an de prison pour toute personne portant assistance à une personne entrée illégalement en Hongrie depuis un pays n'appartenant pas à l'espace Schengen, si la vie de l'intéressé n'est pas immédiate-

ment en danger. L'ensemble législatif a été précédé d'une modification de la Constitution stipulant qu'aucune instance ne peut porter atteinte à «la composition de la population» hongroise, une disposition destinée à rendre inconstitutionnelle l'imposition de quotas de migrants par l'Union européenne.

L. O.

Europe

Le nombre d'attaques terroristes a doublé en 2017

Le nombre d'attaques terroristes a plus que doublé en Europe en 2017, a déclaré mercredi l'agence de police Europol, mettant en garde contre «l'acuité du danger» d'actes moins sophistiqués revendiqués par le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech). L'année dernière, 33 attaques «terroristes» ont été comptabilisées par Europol. Parmi ces attaques perpétrées, déjouées ou avortées sur le sol européen, 10 ont entraîné la mort de 62 personnes, a indiqué l'agence de police européenne dans un rapport annuel. En comparaison, 13 attaques avaient été signalées en 2016 et dix entre-elles ont été meurtrières, tuant un total de 135 personnes. «Le nombre d'attaques terroristes a augmenté en 2017 mais parallè-

lement leur niveau de préparation et d'exécution est devenu moins sophistiqué», a souligné Europol dans son rapport intitulé «Situation et tendances du terrorisme». L'agence de police européenne fait référence aux actes «terroristes» perpétrés par des individus fonçant dans la foule à l'aide d'un véhicule ou poignardant des passants, comme notamment à Londres en 2017 où deux attaques de cette nature ont tué 13 personnes et blessé 98 autres. Les auteurs des attaques terroristes perpétrées dans l'UE l'année dernière étaient principalement domiciliés sur le continent, «ce qui signifie qu'ils se sont radicalisés dans leur pays de résidence sans avoir voyagé pour rejoindre un groupe terroriste à l'étranger», poursuit le

rapport. Depuis que Daech a perdu du terrain en Syrie et en Irak, «il encourage ses partisans à mener des attaques de manière solitaire dans leurs pays d'origine», a déclaré Europol. «La menace d'attaques terroristes au sein de l'UE reste aiguë, comme en témoignent les attentats qui ont eu lieu en 2017», a prévenu l'agence dont le siège est à La Haye. «L'EI, Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes restent une menace majeure et ont l'intention et la capacité de mener des attaques terroristes en Occident», a poursuivi Europol. «Il va donc sans dire que soutenir les Etats membres dans la lutte contre le terrorisme restera une priorité absolue», a déclaré devant les journalistes la nouvelle directrice d'Europol, Catherine De Bolle. R. I.



Colloque international autour de Matoub Lounès

L'œuvre et le parcours de l'artiste revisités

■ Le parcours de l'auteur, compositeur et interprète de chanson kabyle Lounès Matoub assassiné il y a 20 ans, est revisité depuis mardi à l'université de Béjaïa, dans le cadre d'un colloque international.



Par Abla Selles

Un colloque international articulé autour de la vie, l'œuvre et le parcours de Lounès Matoub, une figure de proue de la chanson Kabyle, s'est ouvert mardi à l'université de Béjaïa avec l'objectif de rendre compte de l'importance du patrimoine immatériel légué, mais surtout de la portée de chacune des facettes

que celui-ci recouvre, qu'il s'agisse de chant et poésie ou de leurs pendants artistique, philosophique et psychologique.

Assassiné il y a 20 ans, presque jour pour jour, Matoub, auteur, compositeur, interprète, continue pour autant, selon les présents au colloque, à fasciner les foules, ses chansons se bonifiant au fil des années et reprises avec délectation dans toutes les chaumières, que des intellectuels,

qui bien que tardivement, ont fini par trouver en lui une vraie source d'inspiration. Et pour cause, l'artiste a assurément magnifié son œuvre, sa poésie, à la fois diverse et fine par ses formes et ses thèmes, par une action sociale et militante en faveur de la démocratie qui ne s'est jamais démentie. La combinaison de l'une et de l'autre a forgé en lui l'image d'un militant convaincu, un idéaliste impénitent et un poète-philo-

sophe retentissant, voire "un leader d'opinion dont le verbe est écouté et le message suivi", souligne, à son propos, Djamel Chikhi, professeur à l'université d'Ottawa (Canada), qui le classe dans la lignée des philosophes existentialistes et qui lui attribue une dimension universelle. L'occasion de ce colloque, en effet, a d'emblée focalisé sur l'expression multiple et plurielle de l'œuvre de Matoub, entrevue, comme "un patrimoine qui se reflète à travers une poésie spirituelle, engagée, idyllique, historique, socio-anthropologique, politique voire psychologique", soutient, pour sa part, Nora Belgasmia de l'université de Tizi-ouzou, qui en fait la démonstration en déroulant une flopée de poèmes. Etalé sur trois jours, le colloque auquel participe des chercheurs nationaux et étrangers, notamment de France, du Maroc et du Canada, entend lever le voile sur les différents aspects de l'œuvre Matoubienne et susciter en conséquence, selon Boualem Saidani, recteur de l'université de Béjaïa, des "pistes de recherche académique pour un retentissement à la mesure de la popularité de l'artiste, adulé dans toutes les régions berbérophones du Maghreb".

A. S./APS

Ouargla

Deux maisons de l'artisanat en cours de réalisation

Les études techniques concernant la réalisation de deux maisons de l'artisanat à Touggourt et N'goussa (160 et 25 km de Ouargla) ont été finalisées et devront permettre de renforcer les structures du secteur et promouvoir l'artisanat dans la région, a-t-on appris hier auprès de la Direction du tourisme et de l'artisanat (DTA) de la wilaya.

Il est attendu de la réalisation de ces deux structures, la consolidation des mécanismes de promotion et des réseaux de commercialisation des produits de l'artisanat, en plus de l'impulsion du tourisme saharien de façon générale, a-t-on souligné.

Les efforts du secteur se concentrent actuellement sur les moyens de préservation de l'héritage des régions de Ouargla et Touggourt dans le domaine de

l'artisanat, à l'instar de la broderie sur tissu et sur laine, et ce, à travers une série de mesures visant l'encouragement des jeunes en particulier et leur accompagnement pour concrétiser cet objectif.

Parmi ces mesures de soutien et d'accompagnement, 442 artisans affiliés à la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Ouargla ont bénéficié, à fin 2017, de locaux à usage professionnel pour exercer leurs activités dans un cadre organisé et dans de bonnes conditions, fait-on savoir à la DTA.

De plus, 101 dossiers d'artisans souhaitant bénéficier du soutien du Fonds national de promotion des activités de l'artisanat traditionnel ont été approuvés après étude par la commission spécialisée, ajoute la source

qui signale que l'encouragement des artisans se manifeste aussi à travers la création d'une dynamique économique locale et l'implication des artisans dans diverses manifestations économiques de sorte à accroître leur rendement et la qualité de leurs produits et apporter une plus-value à l'économie nationale.

Il a été ainsi procédé à la qualification de 230 artisans affiliés à la CAM durant l'année 2017 dans diverses activités artisanales, en plus du bénéfice de 224 autres sessions de formation dans certaines activités artisanales en voie de disparition, telles que l'art du sablage, la poterie et la vannerie à base de palmes de palmiers, a indiqué, de son côté, le directeur de la CAM, Abdelkader Hachani. La wilaya de Ouargla dispose actuellement d'une

seule maison de l'artisanat au chef-lieu de wilaya, qui abrite le siège de la CAM et des pavillons dédiés à l'exposition-vente de produits artisanaux.

Le nombre d'affiliés à la CAM depuis sa création en 1999 a atteint les 10 166 artisans et artisanes, répartis entre l'artisanat d'art (3 610 artisans), la production de matières (1 588) et les services

(4 968), générant près de 29 000 emplois, en majorité dans les services, selon les données de la CAM.

La CAM donne aussi la possibilité aux artisans de valoriser et promouvoir leurs produits à travers des participations aux salons locaux et régionaux spécialisés, ainsi qu'à des manifestations internationales.

F. H.

Prévu pour le 12 juillet

Le jazz manouche s'invite à Alger

La fin du ramadhan ne signifie pas l'arrêt total des sorties culturelles. Preuve en est avec un concert de jazz manouche programmé en juillet à Alger.

L'Institut français d'Alger vous invite, jeudi 12 juillet à 20h30, à

entre guitare et accordéon pour un jazz façon manouche.

Pour assister à l'événement, qui promet de combler les mélomanes, vous pouvez réserver vos places à l'adresse suivante : concertdejazzmanouche2018.al

ger@if-algerie.com. Né en 1957 dans le Bas-Rhin, Marcel Loeffler maîtrise plusieurs sous-types de jazz (bebop, tango, moderne...)

et apparaît dans le dictionnaire dédié à ce genre depuis 10 ans.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre de Verdure Laâdi-Flici (Bd Frantz-Fanon, Alger)

Mercredi 27 juin à 20h30 :
Keral Production présente un concert rap avec Riles.

Jeudi 28 juin à 20h30 :
Concert de Tiken Jah Fakoly. La vente des billets (prix 2 500 DA) est ouverte depuis le 2 juin à la librairie «L'Arbre à dire» de Sidi Yahia. Tous les jours de 11h à 19h (sauf le vendredi).

Café Littéraire Le Sous-Marin (67, Bd Krim-Belkacem, Téliemly, Alger)

Jeudi 21 juin à 17h :
Projection du film «Le jeune Karl Marx» de Raoul Peck.

Place de la Grande-Poste (Alger-Centre)

Jeudi 21 juin à 20h30 :
Concert du groupe Orange Blossom, dans le cadre de la Fête de la musique.

Librairie du Tiers-Monde (Place Émir-Abdelkader, Alger-Centre)

Samedi 23 juin à partir de 14h :

M. Xavier Driencourt, ambassadeur de France en Algérie, signera son livre «Quatre nuances de France, quatre passions d'Algérie» (ouvrage collectif, paru aux éditions Frantz-Fanon).

Lundi 25 juin à partir de 16h :
Akli Tadjer signera son livre «La vérité attendra l'aurore», paru aux éditions Casbah.

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Mercredi 27 juin à 18h :
Dans le cadre de la semaine corse, projection du film «Une vie violente» de Thierry de Perreti (France, 2017), en présence du réalisateur.

Réservation : filmunevieviolente2018.alger@if-algerie.com

Basilique de Notre-Dame d'Afrique (Bologhine, Alger)

Jeudi 28 juin à 20h30 :
Concert de polyphonies corse avec le trio Soledonna (Patrizia Gattaceca, Patrizia Poli, Lidia Poli). Réservation : polyphoniescorsestroledonna2018.alger@if-algerie.com

Auditorium Aïssa-Messaoudi de la Radio algérienne

Jeudi 21 juin à 19h30 :
Dans le cadre de la Fête internationale de la musique, l'Institut culturel italien, en collaboration avec la Radio algérienne, présente un concert de violon et piano du trio Nabil Hamai, Anna Barbero Beerwald et Giacomo Agazzini.

Palais de la Culture Moufidi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 30 juin :
Exposition «10 ans de prix nationaux de l'artisanat», organisée par l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le ministère de la Culture.



USM Alger

Froger compte changer les choses

LES JOUEURS de l'USM Alger courent plus que le ballon, ce qui ne devrait pas être le cas, a constaté, mardi à Alger, le nouvel entraîneur des Rouge et Noir, le Français Thierry Froger, au lendemain de sa deuxième séance d'entraînement à la tête de l'équipe seniors. «Je suis là depuis deux jours et il est donc trop tôt pour faire une évaluation, ou dresser un bilan, mais j'ai tout de même fait un petit constat. J'ai remarqué que les joueurs courent trop, ce qui ne devrait pas être le cas, car c'est le ballon qui doit circuler», a expliqué l'ancien sélectionneur du Togo en conférence de presse au stade Omar-Hamadi. Froger (55 ans) a affirmé cependant qu'il «ne considère pas ce fait comme négatif», car selon lui «si les joueurs courent autant, c'est surtout par générosité et par souci de bien faire». Cela dit, même s'il ne considère pas cette situation comme négative, l'ancien coach de Madjid Bougherra au FC Gueugnon a assuré que «c'est probablement une des toutes premières choses» qu'il va essayer de changer chez ses joueurs. «Le fait de courir moins leur permettra d'économiser leurs forces et par conséquent, de terminer les matchs en étant plus frais», a expliqué le Français, en révélant que ses nouveaux employeurs ne lui ont pas assigné un objectif précis. «Lorsqu'on est dans un grand club comme l'USMA, on n'a pas besoin de trop parler concernant les objectifs. On sait

à l'avance qu'on doit jouer les premiers rôles, aussi bien sur le plan national que continental. Personnellement, je suis conscient de cela et je ferai de mon mieux pour y arriver», a-t-il assuré. Froger n'a recruté aucun des joueurs qui forment l'effectif actuel des Rouge et Noir, mais il s'est dit «prêt à faire avec», surtout qu'ils «ont l'air bons» et avec une certaine expérience. «De nos jours, rares sont les entraîneurs qui recrutent eux-mêmes leurs joueurs. Quand ils reprennent un club, l'effectif est déjà constitué. Mais comme je viens de le dire, il n'y a pas de mal. Tant que les joueurs sont bons, on peut faire avec», a encore assuré le nouvel entraîneur des Rouge et Noir. Toutefois, si une possibilité se présente pour renforcer l'effectif actuel par un bon joueur ou plus, Froger a considéré qu'il encouragera la direction du club à saisir cette opportunité. «L'USMA est un grand club, qui joue régulièrement les premiers rôles. Donc, il ne doit pas lésiner sur les moyens, même en termes de recrutement», a poursuivi le Français, assurant toutefois que pour le moment, il n'a «aucune potentielle nouvelle recrue en tête». Froger, qui s'est défini comme «un entraîneur à vocation très offensive», succède à Miloud Hamdi qui, lors de son premier passage, avait conduit le club de Soustara en finale de la Ligue des champions-2015, perdue contre le TP Mazembe (RDC).

DRB Tadjanet

Abdelaziz Amachi signe

L'ATTAQUANT Abdelaziz Amachi a signé mardi matin un contrat de deux ans avec le DRB Tadjanet (Ligue 1 Mobilis de football). Le désormais ex-attaquant du MC Alger a paraphé son nouveau contrat lors d'une cérémonie organisée au siège du DRBT au stade Lahoua-Smail, a indiqué le vice-président du club, Adel Boudebza. Le

joueur de 22 ans devient ainsi la quatrième recrue estivale des Bleu et Blanc après Mokhtar Hicham (JSM Skikda), Hicham Bensaha et Hamza Ouenas (JSM Béjaïa). Adel Boudebza a par ailleurs affirmé que le DRBT compte bien poursuivre son marché estival en vue de se renforcer au mieux pour la prochaine saison.

AG électorale de la LFP

Qui succèdera à Kerbadj ?

■ C'est aujourd'hui que devrait se tenir l'Assemblée générale électorale de la Ligue professionnelle de football au Centre de préparation des équipes nationales de Sidi Moussa, pour élire un nouveau patron de cette structure en remplacement de l'ancien président, Mahfoud Kerbadj.



Par Mahfoud M.

I faut rappeler que ce dernier avait été débarqué au mois de janvier dernier après avoir piétiné les plates-bandes de la FAF et décidé de valider les transferts de l'ES Sétif, privée de transferts en raison de dettes impayées. La délégation de la gestion des championnats des Liges I et II avait ensuite été retirée à la LFP et c'est une commission mise en place par la FAF qui a géré les affaires courantes des deux championnats jusqu'à la fin de la saison passée. Des membres

du Bureau fédéral avaient assuré la mission dont ils se sont bien acquittés jusqu'à la fin de la saison qui s'est terminée dans les temps impartis. Pour cette AG, quatre personnalités sportives ont présenté officiellement leurs candidatures qui ont été retenues par la commission de candidatures. Il s'agit d'Abdelkrim Medouar, président de l'ASO Chlef, Mourad Lahlou, président du CSC NAHD, Mohamed El Moro, président de l'ASM Oran, et Arab, dirigeant à l'ES Sétif. Ça s'annonce très serré entre ces personnalités, mais certains donnent déjà

Medouar comme super-favori, d'autant qu'il bénéficie du soutien d'un grand nombre des membres de l'Assemblée générale. Ancien député, Medouar est un dirigeant qui capitalise une grande expérience et président de club chélifien depuis plus de dix ans. Il n'empêche que Lahlou et El Moro pourraient être de sérieux concurrents aussi. Par ailleurs, des membres seront aussi candidats au bureau exécutif pour épauler le président de la LFP qui sera appelé à redonner sa crédibilité à la LFP.

M. M.

JM Tarragone-2018 / Participation algérienne

Les Algériens veulent faire bonne figure

L'Algérie prendra part à la 18^e édition des Jeux méditerranéens (JM), prévue du 22 juin au 1^{er} juillet à Tarragone en Espagne, avec l'objectif de faire bonne figure après la sortie réussie réalisée en 2013 à Mersin (Turquie), la deuxième meilleure performance dans l'histoire des participations algériennes avec 26 médailles (9 or, 2 argent et 15 bronze). Selon les organisateurs, les JM-2018 battront tous les records avec la participation annoncée de 3 622 athlètes représentant 26 pays, en plus de l'intégration de trois nouvelles disciplines, à savoir le triathlon, le water-polo et le basket-ball 3x3. Les disciplines retenues passent ainsi à 30. Il s'agit de l'athlétisme, de l'aviron, du canoë-kayak, du badminton, du basket-ball 3x3, du beach-volley, de la boxe, du cyclisme, de l'escrime, du football, de la gym-

nastique (artistique et rythmique), du golf, du handball, de l'haltérophilie, du judo, du karaté-do, des luttes associées, de la natation, de la raffa, du ski nautique, des sports de boules, des sports équestres, du taekwondo, du tennis, du tennis de table, du tir sportif, du triathlon, du volley-ball, de la voile et du water-polo. Les 233 athlètes algériens retenus pour ces joutes méditerranéennes dans 24 disciplines sont appelés à défendre les couleurs nationales au rendez-vous de Tarragone et pourquoi pas produire une meilleure prestation par rapport à celle de l'édition précédente à Mersin. Les disciplines retenues pour les Algériens sont l'athlétisme (garçons et filles), les sports de boules (G/F), la boxe (G), le cyclisme (G), la gymnastique (G/F), l'haltérophilie (G), le handball (G), le football (G), le

volley-ball (G/F), le beach-volley (G/F), la raffa (G), le judo (G/F), le karaté (G/F), la natation (G/F), la voile (G/F), l'aviron (G/F), la lutte (G/F), le tir sportif (G/F), le triathlon (G), l'escrime (G), l'équitation (G), le badminton (G/F), le tennis (G/F) et le tennis de table (G/F). Le premier contingent de la délégation algérienne, conduit par l'ex-championne olympique du 1500m, Hassiba Boulmerka, s'est envolé hier pour l'Espagne, à bord d'un vol spécial. Le 2^e départ est programmé pour aujourd'hui, alors que le 3^e et dernier est prévu pour le 25 juin. Avec un total de 26 médailles remportées lors des 17^e Jeux méditerranéens de Mersin, l'Algérie avait terminé à la 10^e place au classement général, un bilan considéré comme «satisfaisant» par rapport à l'édition 2009 de Pescara (Italie) où le sport national avait fait pâle

figure avec 17 breloques dont 2 en or seulement. Comme de coutume, ce sont les deux disciplines-phares du sport algérien, la boxe (5 or) et l'athlétisme (4 or) qui s'étaient taillées la part du lion, puisqu'à elles seules elles ont ramené 16 médailles, soit plus de la moitié de toute la récolte des sportifs algériens.

Les chances de médailles sont «minimes», selon les techniciens

Le défi est donc de taille pour les fédérations à l'occasion des Jeux de Tarragone, notamment celles ayant brillé à Mersin, à savoir la boxe et l'athlétisme, mais depuis 2017 la donne a changé avec le renouvellement des instances sportives. Le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha

Berraf, a refusé de s'avancer sur le nombre de médailles ciblées au rendez-vous de Tarragone, laissant cette tâche aux fédérations respectives qui ont envoyé par écrit leurs pronostics au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). Malgré l'optimisme, les techniciens sont unanimes cependant à déclarer que les chances de médailles sont «minimes», notamment en raison du renouvellement des instances sportives au terme du mandat olympique 2013-2016 et le conflit qui a opposé Berraf aux présidents ayant contesté sa réélection à la tête du COA. En athlétisme, discipline-phare du sport algérien, la mission des sept représentants algériens engagés est «plus que difficile» face aux concurrents des autres pays du bassin méditerranéen, notamment italiens, français ou encore marocains.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Banque d'Algérie

De nouvelles mesures pour promouvoir l'épargne en devises

AUJOURD'HUI, Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque d'Algérie, annoncera un nouveau dispositif pour renforcer la collecte des devises des particuliers par le système bancaire. Un dispositif qui viendra pallier le déficit enregistré en matière d'inclusion financière en épargne devises imputée de près de 5 milliards de dollars américains à cause des contraintes et du retard pris dans le développement de l'épargne en devises qui aujourd'hui enregistre seulement 4,7 millions de comptes.

A ce titre, selon des responsables de la BA, cités par l'APS, il s'agit de nouvelles mesures complémentaires spécifiques destinées au renforcement de l'inclusion financière liée à l'épargne devises. Lesquelles mesures devront alléger les procédures d'ouverture des comptes en devises mais surtout de disposer librement de ses devises. Un encouragement destiné aussi bien aux citoyens et entreprises algériens qu'aux étrangers y compris les opérateurs économiques pour épargner leurs devises en Algérie. Effectivement, le gouverneur de la Banque d'Algérie, lors de sa rencontre avec les P-DG des établissements bancaires, a sensibilisé les banques de la place sur la nécessité de promouvoir l'inclusion financière d'épargne notamment en devises, et ce «par la levée, au niveau des guichets de banques, des différentes contraintes n'ayant pas de raison d'être et liées à l'ouverture des comptes», annoncent les mêmes sources. Dans ce sens, M. Loukal demandera aux banques de développer davantage l'inclusion financière des détenteurs de cette épargne en devises «par une agressivité commerciale ciblée et de proximité», d'améliorer l'accueil et la fluidité des opérations de versement, de retrait et de transfert et de généraliser les instruments de paiement universels par la

mise à disposition des cartes de paiement et/ou de crédit à l'international, adossées à ces comptes. Aussi, les banques de la place sont appelées à dispenser le client de l'exigence (lors du dépôt de fonds en devises auprès de leurs guichets) des justificatifs, au-delà de ceux relatifs à son identité dans le cadre des exigences réglementaires en matière de connaissance du client. De ce fait, l'alimentation de ces comptes, les titulaires des comptes devises «jouissent de la liberté de disposer de leurs avoirs en devises à concurrence du montant logé dans leurs comptes, pour tout transfert vers l'étranger et/ou tout retrait en espèces destiné à l'exportation matérielle» sans aucune limitation de montant à travers le versement de monnaies étrangères librement convertibles. Pour ce qui est des comptes devises ouverts en Algérie au profit des personnes physiques résidentes et non résidentes et/ou de nationalité étrangère résidentes et non-résidentes, ils peuvent être movimentés librement au débit ou au crédit, dans le cadre des dispositions de la réglementation des changes. De même, «les retraits demeurent libres d'utilisation». Pour ce qui est de la justification de l'origine de fonds, les banques continueront à observer les mêmes mesures contenues dans la note de février 2018 de la Banque d'Algérie, relative au développement de l'inclusion financière, soulignent encore les mêmes sources. En effet, même si le droit de disposer d'un compte devises est consacré par la loi et ses textes d'application, il n'en demeure pas moins que ce produit et service bancaire n'est pas suffisamment développé à travers l'ensemble des banques et agences bancaires du pays. La raison est que ces dernières estiment qu'elles ne profitent pas suffisamment de cette ressource financière. Faisant qu'elles imposent une procédure drastique pénalisant voire décourageant toute volonté d'ouverture de compte en devises.

Lynda Naili

L'examen du Bac sous haute surveillance



Louvis

Djalou@hotmail.com

Assassinat du rebelle / Suite à un témoignage du chanteur Zedek Mouloud

La fondation Matoub Lounès demande la réouverture du dossier

■ La Fondation Matoub Lounès que dirige la sœur du rebelle Malika, a demandé, hier, la réouverture du dossier de l'assassinat de son frère suite au récent témoignage livré par le chanteur Zedek Mouloud qu'elle qualifie de capital.

Par Hamid Messir

Elle a sollicité la justice afin de prendre en considération ce témoignage même si elle le trouve «intrigant» et s'est interrogée pour quoi son auteur est resté 20 ans pour le révéler. Malika Matoub, qui animait un point de presse à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou pour présenter le programme de la commémoration du 20^e anniversaire de l'assassinat du rebelle, a indiqué qu'une demande officielle pour la réouverture du dossier de son frère a été déposée auprès du procureur de la République à Tizi Ouzou suite à ce même témoignage. Pour elle, Zedek Mouloud, connu pour sa proximité avec Lounès Matoub, devrait être convoqué par la justice pour prendre son témoignage tout comme il a été invité à se rapprocher de la fondation afin d'apporter sa contribution en faveur de l'éclatement de la vérité sur cette affaire. Malika



Matoub a rappelé qu'en plus de la présence de Zedek Mouloud sur le lieu de l'assassinat de son frère moins de 10 minutes, il serait en possession d'une douille récupérée de la scène du crime. Le témoignage de Zedek Mouloud fait sur la chaîne de télévision berbère TV, il y a quelques jours en marge d'un concert à Boudjima (Tizi Ouzou),

est un élément nouveau dans l'affaire qui pourrait faire avancer la quête de la vérité sur cet assassinat et mettre fin à toutes les rumeurs. Par ailleurs, la présidente de la Fondation Matoub Lounès a dévoilé par la même occasion le programme de commémoration du triste anniversaire de son assassinat. Celui-ci débutera ce samedi et se poursuivra jusqu'au 25 juin courant par un riche programme d'activités artistiques et culturelles. Le fait marquant de cette commémoration, sera sans doute la projection du concert «le Zenith de Kabylie» sur les murs d'images et écrans géants à Taourirt Moussa (Beni Douala) de l'unique concert filmé et inédit de Lounès Matoub au Zénith de Paris en 1995. Au programme de cette commémoration, il y aura un gala artistique, des expositions, du cinéma et le recueillement sur sa tombe et le lieu de son assassinat.

Racim C.

H. M.

Transfert de Mahrez à Manchester City

Leicester revoit à la hausse ses exigences financières

Leicester City a revu ses exigences financières à la hausse pour le transfert du milieu international algérien Riyad Mahrez, fortement convoité par Manchester City, champion d'Angleterre 2017-2018, croit savoir hier le tabloïd anglais «The Mirror».

Cette décision intervient après l'accord trouvé avec James Maddison, le milieu de terrain de Norwich City, qui viendrait en remplacement de l'aillier algérien des Foxes, précise la même source. Initialement, Leicester avait demandé en plus des 75 millions d'euros pour céder

Mahrez, la venue dans le sens inverse de l'attaquant de 21 ans, Patrick Roberts, évoluant au Celtic Glasgow et propriété de City. La venue de James Maddison à Leicester City devrait donc faire augmenter le prix du transfert de l'attaquant des Verts, selon «The Mirror».

Entre-temps, Liverpool, finaliste de la Ligue des champions d'Europe face au Real Madrid (1-3) et Tottenham, se sont manifestés pour s'adjuger les services de Mahrez, dont le contrat avec les Foxes court encore jusqu'en 2020. Leicester avait

rejeté quatre offres de Manchester City lors du mercato d'hiver, dont la dernière est estimée à 74 millions d'euros, en plus d'un joueur qui devait être inclus dans l'opération, ce qui a poussé les «Citizens» à renoncer au recrutement du N°7 de l'équipe nationale lors des dernières heures du mercato. Mahrez (27 ans), arrivé à Leicester en janvier 2014 en provenance du Havre (France), a réalisé une saison pleine avec un bilan de 13 buts et 10 passes décisives, toutes compétitions confondues.

Racim C.

H. M.